

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

**Vie de la société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 33 (1892), p. 1-5

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1892\\_\\_33\\_\\_1\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1892__33__1_0)

© Société de statistique de Paris, 1892, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

---

N° 1. — JANVIER 1892

---

I.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1891.

**SOMMAIRE.** — Les Routes départementales, par M. T. Loua. — Les Etudiants étrangers de la Faculté de Paris, par M. Paul Melon — Un Cours de statistique à la Faculté de Bordeaux, par M. Th. Ducrocq. — La Disette en Russie, par M. E. Levasseur — Les Syndicats professionnels, par M. Victor Furquan. — Discussion : MM. Flechey, Loua, Vannacque.

La séance est ouverte à neuf heures sous la présidence de M. J. de Crisenoy.

M. LE PRÉSIDENT rend hommage à la mémoire de dom Pedro, le philosophe couronné dont la perte a été si vivement ressentie dans le monde savant parisien. Dom Pedro, qui avait considérablement favorisé la statistique dans ses États, avait bien voulu se faire représenter à notre vingt-cinquième anniversaire par son ambassadeur en France, M. le baron d'Arinos, chargé par lui de remettre à la Société un grand nombre de documents sur l'empire du Brésil. C'est à cette occasion que dom Pedro fut, à l'unanimité, nommé membre d'honneur de la Société de statistique de Paris.

Un autre de nos collègues, M. Achille Mercier, est mort tout récemment. M. Mercier, que l'état de sa santé a tenu pendant longtemps éloigné de nos séances, s'était fait remarquer par plusieurs travaux intéressants spécialement la ville de Paris.

Le procès-verbal de la séance de novembre est adopté après une rectification provoquée par M. Keller, qui fait remarquer que les chiffres inscrits à la page 381 sont des rapports p. 100. Cette mention avait été oubliée, ce qui n'empêche pas d'ailleurs la série de ces chiffres d'être comparables entre eux.

M. Paul MELON demande à dire quelques mots à l'occasion du procès-verbal. Il commence par adresser ses plus sincères félicitations à M. Loua pour son

étude sur les *Étudiants* qu'il a présentée à la dernière séance. Voulant donner à cette notice, qui sera certainement fort bien accueillie à l'Académie de Paris, un utile complément en ce qui concerne les étudiants étrangers, il a profité des relations qu'il possède dans le haut enseignement pour indiquer la nationalité de ces étudiants, et il a rédigé à ce sujet une note qu'il désirerait voir paraître à la suite de l'article de M. Loua.

M. le Dr Jacques BERTILLON aurait désiré que, dans cette notice, l'on pût séparer les étrangers dont les parents habitent Paris de ceux qui viennent du dehors.

M. MELON répond qu'il entreprendra une recherche à cet égard.

A la suite de ces observations, le procès-verbal est adopté.

M. LE PRÉSIDENT déclare que le scrutin pour le renouvellement partiel du bureau est dès à présent ouvert; il dépose dans l'urne les bulletins de vote provenant des départements.

Il demande ensuite qu'il soit procédé à l'élection de plusieurs membres nouveaux dont M. le Secrétaire général indique les noms et les titres :

M. ROUX, sous-chef de bureau au ministère de l'intérieur, dont la candidature est soutenue par MM. Vannacque et Loua;

MM. FONTAINE et TOQUÉ, ingénieurs des mines, attachés à l'Office du travail, présentés par MM. Cheysson et Keller;

M. Jules FLEURY, ingénieur civil, présenté par MM. Neymarck, Coste, Loua et Robÿns;

M. Charles BURRELL, banquier, présenté par MM. Carraby et Lazarus.

Ces cinq candidats sont élus par acclamation **membres titulaires** de la Société.

Enfin M. NICOLAÏS, chef de bureau de la statistique générale de Belgique, est, sur la demande de MM. Neymarck et Robÿns, nommé, à l'unanimité, **membre associé** au titre étranger.

En rappelant l'élection de M. Toqué, M. LE PRÉSIDENT dit que c'est avec le plus grand plaisir qu'il vient d'apprendre que le prix Monthyon de statistique de 1891 a été décerné à MM. Cheysson et Toqué pour leur beau travail sur les *Budgets ouvriers*. (*Applaudissements*.)

En l'absence de M. le prince de Cassano, qui s'excuse de ne pouvoir assister à la séance, M. LIÉGEARD fait un compte rendu sommaire des conférences tenues à l'hôtel des Sociétés savantes, les 25, 26 et 28 novembre dernier, par la commission permanente internationale pour la protection des émigrants. Le président d'honneur, M. Jules Simon, a inauguré ces conférences et exposé, dans un discours magistral, les conditions actuelles de l'émigration et le but que poursuit la société protectrice. Après lui, M. E. Levasseur a produit des chiffres très intéressants sur l'émigration et l'immigration. Dans les travaux des sections qui ont occupé les journées suivantes, on a discuté un avant-projet de convention internationale qui sera adressé aux diverses puissances. Des mesures fort importantes ont été adoptées en vue d'éviter les fraudes et les déboires dont les émigrants sont si souvent les victimes. Parmi ces mesures, il y a lieu de noter l'apposition sur les contrats du visa des consuls afin d'éviter les refus des États-Unis qui atteignent parfois certains émigrants au port

de débarquement, et d'autre part le *home-stead*, destiné à empêcher les immigrants d'être réduits à la misère dans les pays de colonisation, en obligeant les États qui installent les colons à leur donner une maison; d'autres points ont été encore réglés, et notamment le rapatriement des veuves et des orphelins en cas de décès prématuré du chef de famille, mais il reste à discuter beaucoup d'autres réformes et le champ d'études de la commission est assez vaste pour n'être pas épuisé de sitôt. — C'est pourquoi elle s'est proposé de populariser ces études par des conférences périodiques et des congrès annuels.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL fait une rapide analyse des ouvrages et documents offerts à la Société (1). La Russie nous a adressé un mémoire sur les résultats généraux de la récolte de 1891, dont M. Levasseur voudra bien rendre compte; deux ouvrages de M. Israël Bernhard, concernant les assurances en Allemagne et en Autriche-Hongrie; enfin M. John Curtis a bien voulu nous faire hommage de son beau volume sur le Mexique.

A propos des ouvrages présentés, M. le Secrétaire général demande à renouveler la mention qui a été faite dans la séance d'octobre des *Annales des assemblées départementales*. Il tient à remercier son auteur, l'honorable M. de Crisenoy, pour les renseignements d'un haut intérêt que l'on trouve dans son ouvrage et qu'on chercherait vainement ailleurs. C'est ainsi que, grâce à lui, il a pu, personnellement, mener à bonne fin la statistique des routes départementales, et déterminer dans le service vicinal le rôle respectif des ingénieurs et des agents voyers. Il n'insiste pas, son intention étant de publier dans le journal un article à ce sujet.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il ne peut qu'être flatté des appréciations qu'on vient de faire sur son travail; il est heureux de pouvoir apprendre à la Société que la publication des *Annales* est désormais assurée et qu'il s'efforcera de les rendre de plus en plus dignes de la faveur dont elles jouissent auprès des pouvoirs publics.

M. DUCROCQ fait hommage à la Société, au nom de l'auteur, M. Fernand Faure, ancien député, professeur à la Faculté de droit de Bordeaux, d'une brochure intitulée *la Statistique dans les Facultés de droit*. Elle contient les deux premières leçons d'un *cours de statistique* professé par M. Fernand Faure à la Faculté de droit de Bordeaux. Ces deux leçons répondent aux quatre questions fondamentales suivantes: 1° Qu'est-ce que la statistique? 2° Quelle est sa fonction? 3° Par qui doit être dressée la statistique des faits sociaux? 4° Faut-il, et sous quelle forme, introduire la statistique dans les programmes de notre enseignement public?

M. Ducrocq, en rendant compte avec éloge de cette brochure, fait remarquer que sans doute ces leçons ne sont pas les premières leçons de statistique qui aient été faites dans les Facultés de droit. Tous les professeurs d'économie politique, collègues de M. Fernand Faure, n'ont jamais manqué de donner à leurs élèves quelques notions de statistique. Mais c'est la première fois qu'un cours spécial de statistique, distinct du cours d'économie politique, a été professé dans les Facultés de droit. La Société de statistique applaudira certainement à l'heureuse initiative prise à Bordeaux par l'administration de l'instruction publique et pensera sans doute que c'est un véritable honneur pour M. Fernand Faure d'avoir été le premier professeur chargé d'un cours spécial de statistique dans une Faculté de droit.

L'assemblée témoigne, par ses applaudissements, du vif intérêt qu'elle attache à

---

1. Voir page 38.

l'intelligente initiative de M. Fernand Faure. Puisse son exemple être suivi par les autres Facultés !

La parole est alors accordée à M. E. Levasseur, qui, dans une chaleureuse improvisation fait connaître les résultats de la dernière récolte en Russie et montre les terribles conséquences qu'ils ont eues pour un peuple auquel nous sommes rattachés par tant de sympathies.

En terminant, l'orateur reçoit d'unanimes félicitations.

Nous publions plus loin la communication de M. Levasseur.

M. V. TURQUAN donne lecture d'un travail sur les syndicats professionnels établis en vertu de la loi du 21 mars 1884. A l'appui de cette communication, M. Turquan a dressé un grand nombre de cartogrammes et de diagrammes qu'il met sous les yeux des membres présents : treize cartes teintées et de nombreux tableaux montrent quel a été le mouvement des syndicats suivant leur nombre, suivant le nombre des syndiqués, et d'après la proportion des syndiqués par groupe professionnel, à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1891. En outre, six cartes murales concernant le même sujet sont présentées à la Société. Nous espérons pouvoir publier bientôt cette importante communication.

M. LOUA aurait désiré qu'il fût établi une séparation absolue entre les syndicats professionnels proprement dits et les syndicats agricoles. Les syndicats ouvriers, qui forment, au moins par leur personnel, la grande majorité des syndicats professionnels, paraissent n'avoir qu'un but, la grève, tandis que les syndicats agricoles s'occupent plus spécialement des intérêts de leur association, de l'achat des engrais et des instruments de travail, etc. A aucun prix il ne fallait les confondre.

M. TURQUAN répond que l'*Annuaire des syndicats* n'indique pas le but spécial des syndicats, les associations n'ayant fourni à cet égard aucun renseignement précis. Néanmoins, plus de 700 institutions ont été créées par les associations, telles que caisses de secours, de retraite, bibliothèques, champs d'expériences, cours techniques, etc. Ce sont là de réels services.

M. E. FLECHÉY dit que les syndicats agricoles diffèrent en outre des syndicats industriels par la composition de leur personnel, où, contrairement à ce qui se passe pour les syndicats industriels, ce sont les patrons qui dominent, que ces patrons appartiennent à la grande ou à la petite propriété, et quelles que soient les conditions de culture, d'exploitation et de climat.

M. BERTILLON demande si certaines grandes associations, comme celle des médecins, par exemple, figurent dans la statistique qui vient d'être exposée.

M. TURQUAN répond que cette association n'est pas reconnue par la loi comme syndicat, et qu'il s'est borné à dénombrer les syndicats reconnus comme tels par le ministère du commerce; répondant à une autre observation de M. Vannacque, il expose qu'il a compris dans sa statistique les 112 syndicats irréguliers qui vivent encore sous le régime de la tolérance administrative; parmi les 3,200 syndicats existant actuellement, il y en a plus de 500 qui fonctionnaient déjà avant la loi de 1884. Quant aux associations syndicales ayant pour but des travaux publics tels que construction de chemins, irrigations, dessèchements, elles sont régies par la loi de 1865 et offrent un caractère tout différent des syndicats professionnels, aussi ne figurent-elles pas dans la statistique dont il s'agit.

M. LE PRÉSIDENT déclare le moment venu de fermer le scrutin ouvert à neuf heures pour l'élection de plusieurs membres du bureau.

41 bulletins ont été déposés dans l'urne, et deux des plus jeunes membres de l'assemblée, MM. Miquel et Harbulot, en ont opéré le dépouillement.

M. le Président en proclame les résultats et déclare élus à l'unanimité :

<i>Président</i> . . . . .	MM. Th. DUCROCQ.
<i>Vice-Présidents</i> . . . . .	A. VANNACQUE.
<i>Membres du Conseil</i> . . . . .	J. BERTILLON et A. LIÉGEARD.

En conséquence, le bureau de la Société se trouve constitué ainsi qu'il suit pour l'année 1892 :

<i>Président</i> . . . . .	MM. Th. DUCROCQ.
<i>Vice-Présidents</i> . . . . .	A. COSTE, A. N. NEYMARCK et A. VANNACQUE.
<i>Membres du Conseil</i> . . . . .	Paul CHALVET, V. TURQUAN, LÉON DONNAT, Ed. FLECHEY, D <sup>r</sup> Jacques BERTILLON et Armand LIÉGEARD.
<i>Secrétaire général</i> . . . . .	Toussaint LOUA.
<i>Secrétaire des séances</i> . . . . .	Armand LIÉGEARD.
<i>Trésorier</i> . . . . .	Jules ROBYNS.

L'ordre du jour de la séance de janvier est fixé comme il suit :

- 1° *Installation du nouveau président ;*
  - 2° *Description de la machine à recenser de Vienne, par M. E. Cheysson ;*
  - 3° *L'avenir de la richesse agricole ; les conditions de son développement, par M. Ad. Coste ;*
  - 4° *La mortalité par profession à Paris, par M. le D<sup>r</sup> Jacques Bertillon ;*
  - 5° *La population de la Grande-Bretagne, par M. Daniel Bellet.*
- La séance est levée à onze heures et demie.

